

Se syndiquer, quelle folie !?

Association de loi 1901, l'AGE-UNEF Sciences-Po (Association Générale des Etudiants de Sciences-Po affiliée à l'Union Nationale des Etudiants de France) a pour objet de "défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants". Sa longévité, son héritage (celui de l'histoire de l'UNEF) en font un support de la mémoire étudiante et influence ses prises de position. *Voici sa démarche générale :*

La vocation première d'un syndicat est d'organiser les étudiants sur leur lieu d'études afin de réfléchir ensemble sur nos **conditions d'études** (bourses, droits d'inscription, conditions matérielles comme le nombre d'étudiants par conf', l'accès en bibliothèque... ces derniers points étant relativement satisfaisants à l'IEP), nos **modes d'évaluation** (transparence et harmonisation des critères, compensation examen/contrôle continu, droit au redoublement, double correction des copies, régime salarier, deuxième session d'examen, procédures d'appel en général, ces derniers points étant très peu satisfaisants à l'IEP !), le **contenu de nos enseignements** (découpage des filières, poids des différentes matières, approche critique des programmes, projet pédagogique).

Cela conduit inévitablement à dépasser le strict localisme car beaucoup de problèmes ou de revendications ne peuvent se régler à ce niveau et nécessitent des campagnes nationales : chômage, situation des étudiants étrangers, réformes de l'enseignement supérieur, aide sociale. A cet égard, le débat sur le statut social étudiant nous promet quelques belles discussions cette année.

Nous ne souhaitons pas des étudiants qui subissent leurs études mais bien des étudiants

Sommaire :

- p. 1 : *Se syndiquer quelle folie*
- p. 2 : *de Farinelli à Fitoussi*
- p. 3 : *de la misère en milieu étudiant*
- p. 4 : *cafétéria, commission femmes*
- p. 5 : *Gros coup de gueule et mini pince-sans-rire*
- p. 6 : *Bol d'air culturel*

acteurs de leur scolarité. De ce point vue, le **rôle des délégués de conf'** à l'IEP n'est pas suffisamment expliqué, voire tourné en dérision. Il nous appartient à tous de redonner un sens à cet acquis étudiant. Le syndicat peut contribuer à la revalorisation des réunions annuelles de délégués, tout simplement en proposant un cadre collectif de préparation.

Les militants syndicaux animent la vie étudiante de l'IEP et ce n'est pas un hasard si beaucoup d'entre nous sont aussi membres par ailleurs d'une association culturelle ou d'un mouvement politique. Nous gardons aussi une certaine **volonté d'aider les étudiants au quotidien dans leurs études**. Dans les années 50-60, le BDE ou le service des polys étaient gérés par "la grande UNEF". Celle-ci a progressivement perdu de sa représentativité nationale avec la massification de l'enseignement supérieur, pour finir par scissionner après 1968. Aujourd'hui, nous n'avons plus les mêmes moyens à notre disposition mais perpétuons cet esprit lorsque nous diffusons un "Guide de l'étudiant" pour la rentrée ou que nous organisons des séances de soutien aux étudiants de première année qui doivent repasser septembre, pendant les vacances (diffusion des cours d'amphis, examens blancs).

L'AGE-UNEF Sciences-Po souhaite rassembler le maximum d'étudiants qui se reconnaissent dans cette démarche. Cela nous conduit souvent à des débats houleux mais notre vision du syndicalisme n'est pas celle du monolithisme ! Nous ne tenons pas à être un syndicat d'élus, coupé des réalités très diverses des étudiants de l'IEP. Nous essayons de préparer les conseils le plus

largement possible, même si ce n'est pas toujours possible en raison des convocations et des documents qui arrivent parfois au dernier moment. Ainsi, nos élus ne sont pas lâchés dans la nature mais porteurs de mandats débattus en réunion.

Par ailleurs, prendre sa carte à l'AGE-UNEF, ce n'est pas signer un contrat de militantisme à plein temps. Chacun participe à son rythme, au moment qu'il juge opportun. Nous demandons au minimum un soutien financier ou moral. **Canal d'informations privilégié, nous répondons en retour contre l'isolement de l'étudiant**, trop souvent coincé entre l'administration d'un côté et les maîtres de conf' de l'autre. Lorsque c'est possible, nous n'hésitons à recourir aux tribunaux administratifs (voir notre *Guide de l'étudiant* pour plus de détails).

Enfin, nous concevons le syndicat comme un levier de mobilisation plus large. **L'attitude critique**, que nous ne confondons pas avec une obstruction stérile, est pour nous une ligne de conduite permanente dans les conseils. Nous ne sommes pas des bénis-oui-oui de la direction qui, d'ailleurs, n'a pas besoin des élus étudiants pour faire passer ses réformes à la hussarde. S.C.

Parce que l'existence d'un syndicat représentatif et combatif est la meilleure garantie des étudiants, rejoignez l'AGE-UNEF Sciences-Po !

Aide sociale : de Farinelli à Fitoussi

Suite au mouvement de janvier 1995, les étudiants avaient notamment obtenu la mise en place d'un groupe de travail sur l'aide sociale à Sciences-Po autour de J.P. Fitoussi, médiateur en chef (d'aucun prétend qu'il s'agit de son projet, qu'il a **lui-même en personne** décidé tout seul comme un grand... Faites semblant d'y croire si vous voulez vraiment lui faire plaisir...).

Composé côté étudiants de 3 élus AGE-UNEF, 3 syndiqués UNEF-ID, 3 non-syndiqués et un élu CEDRE-AER-truc de droite, ce groupe a du faire face pendant longtemps à l'inertie forte de la Direction voire de Fitoussi lui-même, notamment pour obtenir des documents administratifs pourtant promis de longue date.

Il a été régulièrement rendu compte auprès de l'ensemble des étudiants, par la convocation d'Assemblées Générales, de l'avancée des travaux effectués dans le cadre des discussions entre étudiants et enseignants membres de la commission choisis par Fitoussi. Ces Assemblées Générales permettaient de plus de faire pression sur la Direction ou de suppléer à sa mauvaise volonté parfois un peu trop évidente : organisation d'un sondage sur la situation financière des étudiants dont les résultats, collectés et traités par des volontaires, seront pris en compte par la commission durant les discussions.

Après quelques réunions sans grande avancée, -certains profs faisant preuve de "blocages intellectuels structurels" face aux besoins des étudiants et en venant même à s'interroger de nouveau sur la possibilité de prêts, ce qui avait pourtant mis le feu au poudres...comme quoi - les étudiants ont pu amener les débats sur un texte préparé entre eux. Une rédaction finale a eu lieu autour de Fitoussi, parfois d'une mauvaise foi désarmante : 1/2 heure pour faire inscrire la notion de taux plancher dans une version "définitive" qui ne contient plus ces mots 1 semaine après... Il a des trous de mémoire cet homme-là...

Le rapport définitif, présenté par Fitoussi en Conseil de Direction le 26 juin 1995 a été adopté à l'unanimité puis présenté au Conseil d'Administration de la FNSP qui a semblé préférer faire de même plutôt que d'accepter de nouvelles utilisations nocturnes des amphis de Sciences-Po... Aux termes de ce texte (disponible auprès de votre syndicat préféré, l'AGE-UNEF...si...si...), il est prévu :

Les élus de l'AGE-UNEF se sont énormément investis dans la rédaction de ce rapport et se félicitent des avancées que nous y avons gagnées. Cependant, l'AGE-UNEF s'oppose à la liaison droits d'inscription-Bourses institut fondation. Le montant global des bourses représente à peine 1 % du budget de Sciences-Po. Le droit à des bourses locales existait bien avant la hausse massive des droits d'inscription. Dès 1945, avec la création de l'ENA et la nationalisation (partielle !) de l'Ecole Libre des Sciences Politiques, la possibilité d'aides spéciales aux étudiants "les plus désargentés" était évoquée, pour faciliter la démocratisation de l'IEP dont la scolarité est très exigeante (peu d'étudiants parviennent réellement à travailler à côté).

L'AGE-UNEF se prononce régulièrement pour la baisse des droits d'inscription. Ceux-ci n'ont pas augmenté les ressources de l'IEP mais ont eu tendance à se substituer au financement de l'Etat. Nous sommes en appel devant le Conseil d'Etat sur le problème de la légalité de ces droits d'inscription. La réelle compensation des droits d'inscription, c'est l'existence d'exonérations, et non de bourses. Ces exonérations sont de plus définies en fonction d'une enveloppe prédéterminée et non en fonction des besoins, comme les BIF, d'où la prise en compte de cette préoccupation dans le rapport. Nous reviendrons plus en détail sur les droits d'inscription dans un prochain numéro.

G.R.

→ Une brochure d'information complète sur l'aide sociale à l'IEP (BIF, BES).

→ Une attribution des BIF prenant réellement en compte les situations individuelles, notamment pour les étudiants obligés de travailler faute de ressources suffisantes, ou les boursiers d'Etat qui ne toucheront plus nécessairement le niveau de BIF le plus bas si leurs besoins sont supérieurs, et pour les redoublants qui perdent leur droit à une BES (vu que certaines promesses de la campagne présidentielle semblent tarder à se concrétiser...).

→ Une revalorisation des BIF : 4-6-8-10000 francs au lieu de 3 à 7000.

→ 1,560 million pour les BIF, soit 20% de plus qu'en 1994-95, et surtout 2 fois le montant prévu avant que les étudiants ne l'ouvrent (800 000 pour les BIF, 200 000 sous forme de prêts...)... Avec une logique de progression puisque cette somme donne un pourcentage des droits d'inscription perçus par l'IEP, % qui sera pour l'avenir un taux plancher garanti par la direction, et idem pour les exonérations.

→ Une présence étudiante renforcée : 2 étudiants au lieu d'un dans la commission d'attribution des BIF. 1/3 d'étudiants dans la commission de suivi à mettre en place, qui fournira un rapport annuel sur l'Aide Sociale à l'IEP.

Tout ça c'est bien gentil, mais on n'a pas fini de ramer... A ce jour, alors que l'esprit du rapport inclinait à une mise en place rapide :

- La commission de suivi se met en place avec beaucoup de lenteur.

- La brochure d'information, pourtant nécessaire pour éviter une dissuasion à l'entrée vu le montant des droits d'inscription (5600 F, juste 5 fois les droits en fac...) et permettre à ceux qui en ont besoin d'obtenir rapidement les aides, n'a pas été publiée pour la rentrée.



De la misère en milieu étudiant

Trente douzième partie

Avec le *Plan Université 2000* (1990), le gouvernement se donne pour objectif d'atteindre le nombre de 2 millions d'étudiants en l'an 2000, objectif ambitieux pourtant atteint cinq ans plus tard. L'université de masse doit consacrer la démocratisation de l'enseignement supérieur. Mais les résultats du questionnaire de l'*Observatoire de la vie étudiante* (1995) soumis à 27 000 étudiants démontrent que les inégalités demeurent et que l'égalité des chances a autant de portée que le mot démocratie dans un discours de Le Pen.

"La fracture sociale"

Cette enquête a permis d'établir une photographie du paysage de l'enseignement supérieur en France dont voici les principaux résultats.

• Les inégalités sociales se reproduisent à l'université.

Même si, avec 2 millions d'étudiants, on ne peut plus parler d'élite, l'accès à l'enseignement supérieur reste très lié à l'origine sociale et culturelle de chacun. A Paris, 47% des étudiants ont des parents cadres sups et 10 % seulement des parents ouvriers. Les classes sociales les plus modestes se retrouvent majoritairement dans les formations courtes (Instituts Universitaires Technologiques et Sections de Techniciens Supérieurs) : Plus la durée des études s'allonge, plus les étudiants "favorisés" sont surreprésentés.

Les charges des étudiants sont multiples. La principale reste le logement : 60% des étudiants quittent le domicile familial (46% seulement à Paris) pour trouver la formation désirée ou pour devenir plus autonome. Les résidences universitaires n'accueillant que 1 étudiant sur 10 (bien moins à Paris), ces derniers doivent déboursier en moyenne 2663 Frs de loyer par mois à Paris. L'Allocation Logement à caractère Social rembourse entre 600 et 1053 Frs.

• Les disparités au sein du monde étudiant

Suite à l'explosion des effectifs et à la diversification des formations, l'étudiant moyen n'existe plus. On trouve tout d'abord des disparités entre les étudiants de Paris et ceux de province qui portent essentiellement sur les conditions d'habitat, de transports, de dépendance envers la famille, de loisirs et de pratiques culturelles. Disparités également entre les formations générales et les formations technologiques où les étudiants ont des emplois du temps plus chargés, un encadrement plus rigoureux, dans des structures plus scolaires qu'universitaires. Ces formations servent souvent de sas avant l'accès à des formations plus longues et plus généralistes. Car l'université peut fabriquer l'exclusion, par la sélection pratiquée lors des premières années, lorsque viennent s'échouer en premier cycle des milliers de jeunes peu ou mal préparés à un système dont ils ne connaissent ni les règles ni le fonctionnement.

La bataille pour la démocratisation Et si on essayait à Sciences-Po ?

A partir de cette année, les étudiants devraient pouvoir bénéficier de l'année "Joker" qui autorise les redoublants à conserver leur bourse. Cette mesure semble cependant remise en cause par le gouvernement actuel. Car si toute une réflexion sur le statut de l'étudiant se met en place, ce qui est

bien évidemment nécessaire, elle ne s'annonce pas sous les meilleurs augures. Mais fidèles à notre rôle d'agitateurs depuis bien avant 1954, nous entendons continuer à éclairer le gouvernement de notre savoir universel et incontesté (*si, si*), seul capable de résoudre les problèmes de l'université aujourd'hui (*rien qu'ça !*). La démocratisation doit porter sur trois fronts :

• Pédagogie, encadrement et orientation: les premiers cycles

Il faut laisser sa chance à celui qui vient de rentrer à l'université, lui permettre de s'insérer et d'avoir des passerelles vers d'autres formations de son choix. Ce principe devrait d'ailleurs s'appliquer à l'I.E.P, en arrêtant de virer 20 à 30% des étudiants de première année. L'AGE-UNEF continue de penser qu'il faut hisser les étudiants vers le haut plutôt que de les sélectionner arbitrairement (c'est le moins que l'on puisse dire à Sciences-Po) dès le début de leurs études. A quand le redoublement en AP? Quant à la transparence des notes, elle seule permet de se défendre au lieu de subir la traditionnelle note de gueule des Maîtres de Conf' et de la direction

• La participation des étudiants aux réformes

Cette participation est indispensable pour que les réformes avancent et soient acceptées par tous. C'est ainsi que l'AGE-UNEF continue d'attaquer le statut de l'I.E.P qui ne permet pas aux étudiants de participer au vote du budget, décidé arbitrairement par la F.N.S.P (fondation de droit privé), à qui nous devons des droits d'inscription (illégaux à notre sens) de 5600 Frs. Il est également indispensable que la voix des étudiants soit entendue et respectée dans les organes de cogestion, même si "*cogestion est un terme fautif*" selon Alain Lancelot.

• Le développement de l'aide sociale

Chaque année, l'A.L.S est remise en cause, le nombre des bourses est insuffisant, la sécurité sociale étudiante augmente (plus de 200 Frs en deux ans), les droits d'inscription à l'I.E.P grimpent etc... Monsieur Lancelot (Farinelli pour les intimes), ce n'est pas en supprimant les Bourses Institut Fondation (B.I.F et non P.I.F) que vous renouerez avec le pacte républicain. La grève de l'année dernière est là pour vous le rappeler.

Autant vous dire qu'il y a du boulot. Mais rassurez vous, l'AGE-UNEF veille. Vous y êtes d'ailleurs les bienvenus pour militer, participer aux débats de fond sur l'enseignement et la vie à l'I.E.P, siéger dans les conseils ou payer votre cotisation (60 Frs c'est ridicule).

X.B.

Du nouveau dans vos assiettes ?

Tout le monde – ou presque – sait que l'AGE-UNEF ScPo lutte pour le droit au redoublement en 1ère année, pour le rétablissement de la session de septembre dans le cycle du diplôme, pour l'augmentation des BIF, la baisse des droits d'inscription, etc. Vastes sujets, qui demandent un travail considérable. Mais en dehors de ces "grandes batailles", perpétuellement remises sur le tapis, défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants, c'est aussi agir au quotidien dans des domaines auxquels on pense moins, mais qui ne sont pas moins partie de nos conditions d'études.

Dernier exemple en date, celui des deux cafétérias du 30 rue St Guillaume et du 56 rue des Sts Pères. Jusqu'à maintenant, la FNSP en a toujours confié la gestion à des organismes privés et le bail en était renouvelé tacitement tous les 4 ans. Or l'AGE-UNEF envisage, depuis un certain temps, de demander au CROUS (Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires) de Paris d'assurer cette gestion. Outre l'argument

de fond selon lequel il est préférable que l'organisme public dont c'est le rôle soit chargé d'un service rendu aux étudiants (en ces temps d'ultralibéralisme galopant, un peu de défense du Service Public ne peut pas faire de mal, que diable...), il est d'autres justifications, certes beaucoup plus prosaïques, mais qui n'en ont pas moins leur importance.

Quelques militants se sont ainsi livrés à un édifiant petit jeu de comparaisons. Côté finances, la différence est nette entre les prix ScPo et les prix CROUS: pour le café, on passe de 2,80 à 2,50 F (automatique) et de 4 à 3 F (comptoir) ; pour les boissons froides, on passe de 6 ou 7 F à 3 ou 4 ; quant aux sandwiches de tous types, au lieu de payer entre 10 et 18 F, on pourrait se contenter 7 à 11 F... Et le reste est à l'avenant. Si l'on ajoute que les bénéfices réalisés sont réinvestis sur le lieu d'exploitation (amélioration des locaux, diversification, etc.) et que les cafétérias du CROUS sont particulièrement agréables à fréquenter (si vous n'êtes pas convaincus, allez faire

un tour rue des Sts Pères, à celle de l'Université René Descartes...), on est rapidement convaincu qu'un tel projet aurait pour tous des avantages non négligeables.

La renégociation des contrats de gestion des cafétérias, en décembre prochain, était donc l'occasion d'avancer cette proposition. A la Commission Paritaire de septembre dernier, les élus AGE-UNEF ont exposé leurs arguments, qui ont eu un écho favorable, et ont obtenu de la direction la promesse qu'un appel d'offres ouvert à toutes candidatures serait lancé au moment du renouvellement des concessions. Par l'intermédiaire d'un de nos élus UNEF au CROUS, nous avons encouragé ce dernier (déjà vivement intéressé) à faire une étude préalable. Le dossier est à suivre, mais l'impulsion de départ a fonctionné. Preuve que la solidarité au quotidien, sur tous les fronts, que le suivi des dossiers et le travail d'information ne sont pas que de vains mots.

A.G.

La Commission Femmes de l'AGE-UNEF en devenir...

La COMMISSION FEMMES de l'AGE-UNEF, créée l'année dernière par des militantes, a pour ambition de se transformer en association, dès qu'elle aura obtenu ses 60 signatures en décembre.

Elle aura pour but de défendre les acquis des femmes obtenus au prix de longues luttes et qui sont aujourd'hui menacés (commandos anti-IVG, pressions sur les femmes pour qu'elles retournent au foyer et libèrent des emplois, ...). Ces acquis, souvent formulés en termes juridiques (textes de loi, ...), ne sont souvent pas transposés dans les faits (en particulier "à travail égal, salaire égal"). Nous réfléchissons donc sur les moyens d'arriver à une réelle égalité entre femmes et hommes, afin que les avancées obtenues se traduisent concrètement. Nous nous intéresserons également à la condition féminine dans les pays non-occidentaux, où la situation de la femme est parfois beaucoup plus alarmante.

Au cours de conférences-débats ouvertes à toutes et à tous, ainsi que dans des réunions moins formelles, ces thèmes seront largement abordés. Une assemblée générale de rentrée aura bientôt lieu, soyez donc attentifs au panneau de l'AGE-UNEF. D'ores et déjà, nous vous appellons à une :

MANIFESTATION NATIONALE, A BASTILLE, LE 25 NOVEMBRE,
pour réaffirmer notre vigilance et notre détermination
quant à la défense et la promotion des droits des femmes

Si les activités de la COMMISSION FEMMES vous intéressent ou pour nous aider ponctuellement, vous pouvez contacter Myriam au : 47-83-74-81

L 'Indépendant recherche son indépendance désespérément

L'Indépendant, le journal de Sciences Po, écrit par des Sciences Po, pour des Sciences Po, sur des sujets propres à Sciences Po est malheureusement devenu une véritable institution. Son but : informer les étudiants. Son obsession : être INDEPENDANT.

Comment ? Il cherche encore. Car il est facile de se déclarer indépendant sous prétexte que l'on ne recrute que des gens "libres de tout engagement politique et syndical". Curieuse conception de l'indépendance et en tout cas un peu simpliste. L'indépendance, n'implique pas l'absence d'engagement. Cela signifie que l'on peut traiter de façon objective des sujets sur lesquels on a un avis personnel. Ainsi l'AGE-UNEF est indépendante de tout parti politique, ce qui n'empêche pas à nombre de nos adhérents de militer dans différentes organisations ou partis politiques (divers et variés). L'indépendance, c'est avant tout arrêter d'écrire des conneries (qu'on s'l'aise) :

- Pour l'Indépendant, le fait que la participation aux élections syndicales n'atteignent pas 50 % réduit la légitimité des élus. Précisons qu'avec 47 % de participation,

Sciences Po obtient de loin l'un des taux les plus élevés de France (≈ 12 % dans les Facs).

- Pour l'Indépendant, il n'y a que 1 % de syndiqués à Sciences Po, chiffre à la suite duquel on apprend que l'AGE-UNEF et l'UNEF-id totalisent à elles seules 230 adhérents. Nous ignorions qu'il y avait 23 000 étudiants à Sciences Po, la sélection n'est plus ce qu'elle était... Sciences Po compte l'un des taux de syndicalisation les plus élevés dans le monde étudiant.

- Pour l'Indépendant, nous sommes en rupture avec nos instances nationales. Rappelons que nous continuons de faire partie de l'Union Nationale des Etudiants de France, mais que notre indépendance à nous, la vraie, nous permet de critiquer ouvertement certaines décisions ou partis pris de notre organisation nationale.

- Pour l'Indépendant, nous sommes tous des communistes, certains de nos membres sont proches de la Fédération Anarchiste et nous soutenons Arlette Laguiller : vaste programme... Rappelons tout d'abord que les anarchistes ne votent pas. Rappelons également que nous ne mélangeons pas

politique et syndicalisme. Imaginez sinon la coexistence entre les socialos, les trotskards, les cathos de gauche, les deloristes, les anars et les personnes de droite qui ont chez nous toute la place qu'elles méritent si elles se retrouvent dans nos orientations syndicales. Quand l'Indépendant parle de nos militants au tee-shirt "A bas toutes les armées", il oublie de citer les autres : "Aide la police, tape toi dessus", "I like the pope, the pope smoke dope", "Solidarité anti-fasciste", "Brigades Rouges", etc... Et toc. Comme ça, ça fait encore plus peur.

On va arrêter la liste ici, elle serait trop longue. Merci néanmoins à l'Indépendant qui a fait du bon boulot pendant la grève de l'année dernière. Quant à nous "Partisans de l'opposition systématique", nous allons retourner au boulot, on a en effet une Commission Paritaire à préparer. C'est d'ailleurs en C.P. que, après une intervention de l'AGE-UNEF, l'Indépendant a obtenu l'autorisation d'inviter des personnalités à Sciences Po, ce qui avait été dans un premier temps refusé par la Direction. Ca nous apprendra à être trop sympas... X.B.

Mini pince-sans-rire

"Les p'tits nouveaux, les p'tits nouveaux..." (air bien connu !)

Alors les petits, on a commencé à goûter aux joies du travail en conférence? Même si il est encore un petit peu tôt, qu'en dites vous? Le maître de conf a-t-il affirmé que vous étiez l'élite de la France? Oui? Hé, hé, sacrés maîtres de conf., toujours les mêmes, ils n'ont pas changé... En tout cas, sachez apprécier ces moments car un tiers de cette élite (voir plus), goûtera aux plaisirs des devoirs de vacances imposés. Et la moitié (là encore voire plus) de vos petits camarades grossira l'élite de la Fac, (si, si, il existe une élite en Fac).

Alors comment est votre assistant(e) de conférence? Ressemble-t-il(elle), dans les deux-tiers des cas à un(e) pingouin(e) amidonné(e)? Le costard cravates ou le tailleur toujours impeccables? Vous a-t-il dit que vous alliez en chier, ou plutôt que si vous travaillez de manière comme il faut, peu d'entre vous auront un quelconque problème pour obtenir le passage en deuxième année?

Et oui toutes les promotions entendent les mêmes discours...

Du côté des cours en amphi, comment trouvez-vous la géographie? Ah, oui,... pour rien au monde, jamais, jamais, jamais, vous ne manquerez un seul des cours de Moonsieur Lévy, tout juste divorcé de Monsieur Rétaillé. Mais croyez-moi, il faut vous ménager, et au lieu de vous tirer dans les pattes en début d'année entre petits camarades de conférence, organisez un planning pour obtenir les cours indispensables pour le galop de géographie. Enfin, je refuse de m'associer aux mauvaises langues qui affirment que le pire moment lorsque l'on consomme de l'huile de foie de morue, tout comme le cours de M. Lévy, n'est pas la phase d'ingurgiter.

Plus sérieusement, vous commencez à vous habituer à Sciences-Po Land, à son directeur bien aimé (bien entendu tout dépend de la sauce, moi j'aime bien la sauce

Armoricaïne), à ses syndicats, à son journal local assez mal informé (vous voyez à quoi je pense, il coute 3F). Enfin, vous commencez à voir ce qu'est la vraie vie... à l'IEP. Mais tout de même, mettez à profit toutes les occasions de vous détendre (nous organisons début décembre une soirée de 350 personnes, rassemblant la véritable élite de Sciences-Po).

Enfin, en cas de problème, si l'envie de devenir un étudiant connaissant ses droits, désireux de les faire respecter, bref un futur citoyen responsable en puissance, aucun problème, vous pourrez venir prendre votre carte chez nous. Zut, les Trotsko-Anarcho-Soc-Dém' vont m'accuser de récupération démagogique ! La Vérité c'est : Camarades, venez rejoindre l'avant - garde - de - Sciences-Po - à - la - pointe - de - notre - combat - contre - le - grand - Kapitalisme - international - et - la - BNP. Et pour toute première adhésion, une vodka sera offerte.

P.L.

L'indispensable film du moment : Land and Freedom

Vous dépenser sans compter au sein de l'AGE-UNEF, c'est bien. Garder un esprit critique en lisant ses tracts et ses journaux, c'est moins bien, mais tout de même honorable. Attention cependant à la culture bourgeoise qui, à coup de grosses productions hollywoodiennes, risque de vous rendre complètement gâteux. Pour acquérir les premiers éléments d'une culture révolutionnaire émancipatrice, courez donc voir (si ce n'est déjà fait) le dernier film de Ken Loach, *Land and Freedom*.

Première remarque, adressée à la personne intelligente qui lira ce journal, le réalisateur est un gauchiste avoué, auteur d'un excellent *Hidden Agenda*, dénonçant les exactions des services secrets britanniques dans leur lutte contre l'IRA. Pour notre plus grand plaisir, Ken Loach s'attaque avec *Land and freedom* à la guerre d'Espagne. Ainsi, camarade, tu pourras te gaver d'émotions politiquement correctes, ce qui n'arrive pas tous les jours : les larmes te monteront aux yeux quand tu verras flotter le drapeau rouge du POUM, ou en admirant les camions bâchés de la CNT. Tu frémiras en voyant des combattants s'élancer, le foulard rouge noué autour du cou. Tu

hurleras de joie quand un affreux curé qui avait livré de jeunes anarchistes se fera fusiller. Tu écouteras avec nostalgie *l'Internationale* en espagnol, ou le fameux cri de ralliement *No pasaran*, poing fermé oblige.



Cependant, deuxième remarque adressée au type en Barbour kaki sur ta droite, qui te regarde avec méfiance, toutes ces pitreries ne font pas un bon film. Evidemment, pour lui, tous les protagonistes sont de la race des infâmes socialo-communistes, ceux qui ont forcé papa à déménager en Suisse, un beau

jour de mai 1981. Eh bien, Ken Loach a de quoi répondre à ce jeune encravatté, car il réalise un bon film, qui malgré quelques longueurs, donne un relief saisissant à des personnages complexes, à l'image du héros, déchiré entre son appartenance au Parti Communiste anglais et ses frères d'armes du POUM. Loin de verser dans une épaisse béatification des combattants de la liberté (pour cela, allez plutôt voir une grosse production bourgeoise), il s'attache à décrire les relations qui se tissent entre ces volontaires venus de tous les pays, sur un front où il ne se passe pas grand chose.

Ken Loach, réalisateur résolument engagé, centre son propos, non sur les exactions des troupes franquistes, mais sur les divergences entre antifascistes, entre les partisans d'une révolution immédiate et ceux prêts à temporiser pour obtenir le soutien des démocraties occidentales. Il dénonce la lutte fratricide que mena le Parti Communiste espagnol contre les combattants anarchistes et trotskistes, et nous offre en fin de compte un film d'une très bonne facture.

S.H.

Trait d'Union. Les chroniques syndicales de l'AGE-UNEF Sciences-Po est une publication mensuelle à destination des étudiants de l'IEP Paris.

Tirage du numéro 0 : 500 exemplaires

Directeurs de publication : Philippe LIEUTAUD, Guillaume ROBERT

Ont participé à ce numéro : Xavier BRUNSCHVICG, Sophie CAMARD, Myriam ELHADAD, Amaëlle GUITON, Sylvain HOU, Philippe LIEUTAUD, Guillaume ROBERT.

Pourront participer au prochain : Toutes celles et tous ceux qui z'ont envie !

Pour contacter l'AGE-UNEF Sciences-Po :

Surveiller nos tables,
nos panneaux pour les réunions

Boîte aux lettres AGE-UNEF en face du BDE
(laissez-nous toujours vos coordonnées)

Adresse postale :
AGE-UNEF Sciences-Po
27, rue Saint-Guillaume
75 337 Paris cedex 07